

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE D'ENVIRONNEMENT CANADA – POINTS SAILLANTS DES PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
BUT A : RENFORCER LA CAPACITÉ D'EC D'ATTEINDRE LES BUTS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE			
Acquérir les techniques et les instruments voulus pour faire une analyse socio-économique des modalités des politiques d'EC.	Évaluation économique des options de gestion pour le programme des substances toxiques.	Fournir des connaissances et des instruments économiques pour l'élaboration d'options de gestion pour les programmes des substances toxiques, d'ici la fin de l'an 2000.	Un document d'orientation a été élaboré en vue de sélectionner de façon qualitative une gamme d'instruments de gestion. La LCPE dispose d'un large éventail d'outils de gestion des risques pour les substances toxiques, et ce document d'orientation permettra de s'assurer qu'on tient compte des aspects socio-économiques.
Améliorer la capacité d'EC de recourir aux données scientifiques, aux analyses socio-économiques et aux stratégies axées sur le marché pour l'application des lois en particulier.	Un réseau opérationnel d'économistes est constitué au Ministère.	Améliorer l'uniformité et la capacité de soutien économique du Ministère, d'ici la fin de l'an 2000.	Un programme de formation professionnelle (PFP) a été mis sur pied en vue d'accélérer le perfectionnement des jeunes économistes au moyen d'un programme de formation structuré en appuyant le perfectionnement de leurs compétences, de leurs habiletés et de leurs connaissances et en leur fournissant un processus prévisible, juste et transparent d'avancement. Le Réseau des économistes d'Environnement Canada (REEC) et le REEC-Listserv ont été créés pour faciliter le dialogue entre les membres du milieu économique du Ministère.
Mettre au point des indicateurs du développement durable.	Mesure de l'effet des sciences sur les politiques, les programmes et les clients.	D'ici 2002, fournir des connaissances scientifiques ainsi que des instruments pour la prise de mesures gestionnelles afin de réduire les effets de l'activité humaine sur la santé des écosystèmes.	Établissement d'options pour mettre sur pied un système de rapports sur la situation et des tendances d'ici 2001 EC a publié le rapport intitulé <i>Suivi des grands enjeux environnementaux</i> qui fournit un aperçu de la situation et des tendances de certains enjeux environnementaux clés qui préoccupent les Canadiens. Le rapport est basé sur l'information fournie par des indicateurs environnementaux précis qui ont été suivis avec le temps afin de déterminer la situation ou la santé de nos écosystèmes. Nouveaux indicateurs de la santé des écosystèmes (2002) De nouveaux indicateurs de la santé des écosystèmes ont été établis, notamment : reproduction du poisson et bioanalyse des lipides; mise en œuvre de lignes directrices sur les sédiments biologiques afin de définir et d'évaluer les zones de contamination qui nécessitent des mesures de dépollution dans les Grands Lacs.
LE BUT B : ÊTRE UN MEILLEUR DÉFENSEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE			
Renforcer les relations avec les peuples autochtones et leurs autorités administratives et établir avec eux des partenariats.	Soutien renforcé des priorités de la politique fédérale de l'environnement et engagement actif dans la mise en œuvre de ces priorités par les principaux	D'ici la fin de 2000, prendre régulièrement en considération les perspectives et les connaissances des peuples autochtones dans les décisions	Un comité directeur autochtone et un groupe de travail ont été créés au Ministère pour assurer une démarche coordonnée pour l'intégration des questions autochtones au grand programme horizontal du Ministère. Le comité directeur a défini comme priorités les partenariats, les possibilités d'amélioration de la capacité et l'utilisation du savoir traditionnel. EC a conclu un protocole d'entente sur l'Initiative de renforcement des capacités environnementales avec

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
	partenaires. Mesuré par : <ul style="list-style-type: none"> • la nature des partenariats établis entre Environnement Canada et les organisations autochtones • le degré de participation que les organisations autochtones ont l'impression d'avoir dans les décisions d'Environnement Canada. 	d'Environnement Canada et améliorer leur capacité de participer aux projets et aux initiatives de développement durable.	Affaires indiennes et du Nord afin de raffermir les capacités des Premières nations, des Innus et des Inuits de gérer l'environnement.
Établir des partenariats avec le secteur privé et les ONG Améliorer ses interdépendances et ses partenariats au gouvernement	Soutien renforcé des priorités de la politique fédérale de l'environnement et engagement actif dans la mise en œuvre de ces priorités par les principaux partenaires. Mesuré par : <ul style="list-style-type: none"> • le nombre de partenariats mutuellement avantageux avec les principaux secteurs 	Établissement d'un programme coordonné de développement durable avec les principaux secteurs (p. ex. la santé) d'ici la fin de 2000. Établir un programme pangouvernemental de recherche sur les politiques au sujet du développement durable en faisant figure de chef de file pour le projet de durabilité de l'Initiative de recherche sur les politiques, au plus tard en mars 2001.	Le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec les ONG du secteur de la santé et de l'environnement du Canada à élaborer des politiques et des programmes sur l'assainissement de l'air ainsi que sur l'environnement et la santé des enfants (p. ex., Journée de l'air pur, Sommet sur le smog à Toronto, atelier des 5RN sur l'environnement et la santé des enfants, normes pancanadiennes, avis d'intention concernant les véhicules et les carburants, stratégies de développement durable). En mars 2001, EC a renouvelé son accord de contribution avec le Réseau environnemental canadien (REC). Le REC constitue un cadre unique pour aider les ONG de l'environnement du Canada à partager leur information et, par l'intermédiaire de comités nationaux sectoriels, à contribuer à l'élaboration des politiques. Grâce aux fonds de l'Initiative du secteur bénévole, le Ministère a lancé un processus visant à améliorer la gestion publique dans le domaine de l'environnement communautaire et à améliorer la capacité de travailler avec le gouvernement à différentes activités environnementales. Le processus doit prendre fin en mars 2002. EC était chargé d'une initiative pluriministérielle avec le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et les dirigeants du milieu universitaire, afin d'entreprendre un programme de recherche sur la politique du développement durable. Un protocole d'entente conclu entre les cinq ministères a été rédigé. EC travaille aussi avec les responsables de l'Initiative de recherche sur les politiques à concevoir le projet de développement durable et à participer activement à d'autres programmes horizontaux.

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
	<ul style="list-style-type: none"> le nombre de collectivités qui participent aux Éco-collectivités du Millénaire (ECM) et d'autres instruments et initiatives communautaires une meilleure sensibilisation et un plus grand engagement aux priorités d'Environnement Canada ainsi que la prise de mesures par les Canadiens à titre individuel. 	<p>Une centaine de collectivités bénéficieront du partage de l'information et des activités de réseautage en vertu de l'Initiative des Éco-collectivités du Millénaire d'ici la fin de l'an 2000.</p>	<p>Au total, 86 collectivités se sont engagées dans le cadre de l'Initiative des ECM; en 2000-2001, cette initiative a fait la transition, d'un registre à des ressources sur Internet, permettant aux collectivités de trouver de l'information, des ressources, des outils et des idées sur la façon de prendre des mesures pour l'environnement. Il a été renommé « Passons à l'action ».</p> <p>Plus de 30 organismes fédéraux et provinciaux de la Nouvelle-Écosse continuent de travailler en étroite collaboration, par le truchement de l'initiative des collectivités viables, dans le but de coordonner et d'améliorer les programmes et la prestation des services axés sur les citoyens. Les organismes de développement des gouvernements fédéral et provinciaux, des municipalités, des Premières nations et des régions se sont unis, au niveau communautaire, dans les régions d'Annapolis et de Bras d'Or, grâce à des équipes responsables agissant sur le terrain; celles-ci travaillent directement avec les collectivités et les aident à bâtir des collectivités solides et durables.</p> <p>Outre les progrès identifiables réalisés grâce aux synergies des programmes interministériels et au partage d'information, certaines questions méritent une action prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans la région du Bras d'Or : les questions de qualité de l'eau relatives aux besoins en traitement des eaux usées dans les collectivités; et la connectivité TI pour faciliter les communications et la diffusion de l'information des programmes; Dans la région d'Annapolis : la vaste série des questions sur la viabilité des collectivités que soulève le dessaisissement portuaire du gouvernement fédéral. <p>D'autres questions surgiront et des mesures seront proposées au fur et à mesure de l'évolution de l'infrastructure administrative et politique, à laquelle cette initiative contribuera.</p>
Mettre la jeunesse à contribution	<ul style="list-style-type: none"> le nombre de jeunes qui travaillent en collaboration avec EC 	<p>Accroître le nombre de programmes d'Environnement Canada faisant appel à la participation des jeunes aux activités et fournir des conseils stratégiques au sujet des principales questions d'ici décembre 2000.</p>	<p>EC a financé, appuyé et encouragé des projets jeunesse, des événements et des groupes tels que : les prix de la Fondation sciences jeunesse Canada, une délégation de jeunes à la conférence Natural Step et le groupe jeunesse sur les changements climatiques dirigé par Environnement Jeunesse. Cette participation a donné aux jeunes Canadiens des possibilités de s'engager dans des activités environnementales associées au Ministère.</p> <p>EC a organisé trois réunions de la Table ronde de la jeunesse sur l'environnement (TRJE), ce qui a permis d'accroître la participation des jeunes aux processus d'élaboration des politiques et des programmes d'EC et qui a donné l'occasion à la TRJE de servir de comité consultatif interne auprès du Ministre et du Ministère pour formuler des recommandations sur différentes questions.</p>

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
		Élaborer une stratégie en vue de la participation des jeunes aux travaux des organisations internationales, d'ici la fin de 2000.	<p>EC a entrepris un projet de l'Initiative du secteur bénévole, étalé sur deux ans, en vue d'améliorer la capacité du secteur de la jeunesse au Canada de créer un réseau et de s'engager davantage dans des débats stratégiques sur les questions environnementales. Les travaux d'élaboration d'un cadre national pour les organisations environnementales de jeunes sont commencés, de même que des programmes de formation et le jumelage de mentors du secteur privé et du milieu universitaire avec des jeunes.</p> <p>Le programme « J'adopte un cours d'eau » de la Biosphère (Région du Québec) permet l'engagement des jeunes de 12 écoles situées au Québec. Ces jeunes recueillent, tout au long de l'année, des données sur la qualité de l'eau de « leur rivière » d'adoption.</p> <p>Le Réseau d'observation active de la Biosphère met en contact une centaine de groupes qui totalisent annuellement plus de 300 000 heures d'observation de l'environnement. Il contribue à sensibiliser les jeunes et les moins jeunes aux enjeux de l'eau et favorise ainsi des changements positifs de comportement. C'est un outil d'éducation de premier ordre.</p> <p>EC a appuyé la participation des jeunes Canadiens à la 9^e Commission sur le DD.</p> <p>EC a établi une infrastructure plus complète pour la participation des jeunes aux tribunes internationales, comme la délégation de la CdP 6 à La Haye (Pays-Bas), améliorant ainsi les possibilités qu'ont les jeunes d'influer sur les politiques et de fournir des conseils stratégiques sur les questions clés au niveau international.</p>
BUT C : DONNER AUX CANADIENS LES INSTRUMENTS NÉCESSAIRES POUR QU'ILS PUISSENT PRENDRE DE SAGES DÉCISIONS DANS UN ENVIRONNEMENT CHANGEANT			
<p>Avertir les Canadiens des risques environnementaux pour leur santé et leur sécurité.</p> <p>Fournir des services et prodiguer des connaissances pour contribuer à la compétitivité des entreprises canadiennes sur le marché mondial.</p> <p>Prédire une plus grande variété de paramètres environnementaux au moyen de diverses échelles temporelles.</p>	<p>Études de la qualité et de l'utilité des produits et services.</p> <p>Mesurées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des sondages, des mécanismes de rétroaction du client, des entrevues avec le client 	<p>Maintenir des normes de service dans la charte des produits et services météorologiques destinés au public, au plus tard en 2001-2002.</p>	<p>Élaborer et mettre en application des normes de service pour les avertissements, d'ici la fin de 2001</p> <p>Une charte des produits et services destinés au public est en préparation; elle devrait fournir des normes à utiliser pour le rapport annuel sur le rendement. Des travaux préparatoires pour la collecte de données et le calcul des délais de révision des phénomènes météorologiques violents d'été sont terminés; la mise en œuvre est prévue pour l'été 2001.</p> <p>Mieux comprendre les causes des phénomènes violents et la meilleure façon d'observer leur formation d'ici la fin de 2002.</p> <p>EC a signé une lettre d'intention en vue de créer un institut de recherche coopérative dans la région de Montréal auquel participeraient les universités du Québec, le gouvernement provincial et Hydro-Québec. Les travaux de ce « Laboratoire universitaire en temps extrême » seront axés sur la réduction des répercussions des phénomènes violents.</p>

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
	<p>Satisfaction du public et du gouvernement pour les produits et les services (y compris l'exactitude, l'utilité, l'accessibilité)</p>	<p>Augmentation de 10 %, pour l'exercice 2001-2002, par rapport à l'année de référence 1997-1998, de la satisfaction du public et du gouvernement pour les produits et les services.</p> <p>Dans 80 % des cas, pour 2000-2001, respect des normes du service pour les produits et les services.</p>	<p>Installer 5 radars Doppler en 2000-2001</p> <p>Des radars Doppler ont été installés à Franktown, King et Montreal River en Ontario, à Spirit River, en Alberta et à Victoria, en C.-B.</p> <p>Moderniser la capacité de télédétection de la glace de mer (2001-2002).</p> <p>Un plan d'installation d'un nouveau radar aéroporté de cartographie des glaces ainsi que de réception et de traitement d'autres données obtenues par satellite a été élaboré comme mesure d'urgence en cas de panne de RADARSAT-1. Grâce à la participation de RNCan et d'IC/ASC, une installation terrestre pour le satellite européen ENVISAT sera en place à l'automne 2001.</p> <p>Moderniser et automatiser le réseau de mesure de la quantité d'eau (2003-2004).</p> <p>Le programme de 5 ans de remplacement des manomètres à mercure est terminé; l'accent est maintenant mis sur la modernisation des emplacements sans manomètres avec matériel de mesure numérique et de télémétrie. L'équipement nécessaire pour assurer des mesures de l'eau moins dangereuses pour le personnel est à l'étude, en développement ou à l'essai. Un logiciel en préparation permettra de réduire l'intervention manuelle pour la production de données sur les niveaux d'eau et le débit.</p> <p>D'ici la fin de 2000, augmenter le nombre de stations météo-route (SMR) de 45 à 75, en collaboration avec les provinces et les territoires.</p> <p>Le rythme des activités en 2000-2001 a été ralenti alors qu'EC et TC collaboraient avec les provinces et les territoires à une proposition de système d'information sur l'état des routes au Canada. Elle suppose un réseau intégré, financé conjointement de stations météo-route (SMR) le long des routes nationales (la transcanadienne et d'autres grandes routes du Canada)</p> <p>D'ici la fin de 2000, élaborer et appliquer un modèle d'équilibre thermique afin de prévoir plus efficacement l'épandage de sel sur les routes</p> <p>Un modèle d'équilibre thermique mis au point par les scientifiques d'EC est maintenant utilisé pour les opérations.</p> <p>Établir et appliquer des techniques d'assimilation des données en quatre dimensions dans les modèles numériques, d'ici la fin de 2001</p> <p>Des améliorations importantes ont été apportées à l'assimilation d'une grande diversité d'observation fournies par des satellites, des aéronefs et des stations de surface, afin d'initialiser le modèle de prévision météorologiques Global Environmental Multiéchelle (GEM). Il sera ainsi possible d'améliorer l'utilisation des données obtenues par télédétection et le rendement du modèle, tout en réduisant la nécessité de faire faire des observations coûteuses par du personnel au-dessus de l'océan et dans l'Arctique.</p>

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
			<p>Améliorer les prédictions provenant des modèles climatiques et météorologiques par suite d'une meilleure représentation des nuages et des aérosols, d'ici la fin de 2000</p> <p>Les changements de la concentration d'ozone avec l'altitude, ainsi que de la température et des aérosols ont été mesurés dans la haute stratosphère, à Eureka (T.N.-O.). La variation des aérosols avec l'altitude, y compris ceux qui sont présents dans les nuages stratosphériques polaires, et d'autres gaz atmosphériques qui jouent un rôle important pour la détermination de la concentration d'ozone stratosphérique dans l'Arctique, ont été mesurés.</p> <p>Mieux comprendre les processus physiques et chimiques dans le cycle de vie des constituants atmosphériques (2002).</p> <p>Un programme de mesures de la chimie atmosphérique (mercure, etc.) dans l'air et les précipitations a été mis en œuvre avec succès dans tout le Canada. Il comprend des mesures sur le terrain du mercure et d'autres polluants atmosphériques dangereux dans les panaches des centrales et des fonderies, dans les régions d'origine, comme en Russie, et dans l'environnement naturel.</p> <p>La mesure des émissions et du transport de pesticides au Canada se poursuit, grâce à la création de cartes mondiales des émissions ou de l'usage des pesticides, à des mesures dans les régions d'origine potentielles comme les États-Unis, la Russie et le Mexique, l'établissement du patron génétique des pesticides afin de déterminer leur origine et la mesure des propriétés physico-chimiques qui déterminent la persistance d'un produit chimique, critère clé du choix de la méthode de gestion.</p> <p>EC a participé à l'évaluation des particules précurseurs et a contribué à des sections de la compréhension actuelle des mécanismes de formation des particules à partir des précurseurs, la relation origine-récepteur d'après l'analyse des données et l'importance des sources d'émissions primaires par rapport à la formation secondaire des particules fines dans l'atmosphère.</p> <p>Améliorer les prédictions climatiques saisonnières et plurisaisonnières (2001-2002).</p> <p>Progrès réalisés :</p> <p>Des travaux sont en cours en vue de produire des prévisions saisonnières probabilistes (compte tenu d'un risque, par exemple, de températures saisonnières supérieures à la normale)</p> <p>Nouveaux modèles de prévisions climatiques et météorologiques destinés à améliorer les opérations, mis au point en collaboration avec l'université McGill.</p> <p>L'achèvement du projet et l'installation des modèles devrait prendre de 1½ à 2 ans</p> <p>Étendre les prévisions du smog jusqu'à quatre régions sensibles à l'échelle locale d'ici la fin de 2000.</p> <p>Le programme de prévisions et d'avertissements quotidiens du smog a été étendu afin d'inclure toutes les provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la</p>

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
			<p>Nouvelle-Écosse (aussi compris dans la section de l'Environnement sain)</p> <p>« Info-Smog », un programme de prévisions quotidiennes du smog estival dans la grande région de Montréal est commencé et les essais se déroulent dans le sud-ouest du Québec.</p> <p>En décembre 2000, un projet pilote sur les prévisions quotidiennes de la pollution atmosphérique hivernale a commencé dans la grande région de Montréal.</p>
<p>Intensifier les efforts en vue de l'éducation et des communications en matière d'environnement</p>	<p>Nombre et caractérisation des utilisateurs de la Voie verte</p> <p>Satisfaction de l'utilisateur : mesure dans laquelle les utilisateurs canadiens sont satisfaits des données, des produits et des services qu'EC leur offre sur Internet en vue du développement durable (à l'appui de bonnes décisions et</p>	<p>Augmentation de 10 % par rapport à l'année de référence 2000 dans le nombre de visites au site de la Voie verte d'EC;</p> <p>amélioration de l'accès des Canadiens au fonds d'information d'EC, d'ici 2001.</p>	<p>Fournir des instruments d'éducation aux médias et au public sur les changements climatiques et les questions atmosphériques, d'ici la fin de 2000.</p> <p>Toutes les écoles primaires et secondaires canadiennes ont reçu des affiches et des brochures expliquant les préoccupations que suscitent pour la santé l'épuisement de la couche d'ozone stratosphérique et l'exposition accrue aux rayons ultraviolets.</p> <p>Un projet pilote « Météo à l'œil » a été mis en œuvre à l'automne 2000 au Québec. Il était parrainé par Global TV et fournissait une visibilité pour 26 écoles au Québec et pour EC.</p> <p>Le programme « Météo à l'œil » a été étendu à toutes les provinces de l'Atlantique.</p> <p>Le secteur d'activité des PME a co-organisé la première Conférence internationale sur la communication des changements climatiques à Waterloo, en Ontario, du 22 au 24 juin 2000. La conférence était parrainée par le Fonds d'action pour le changement climatique, EC et l'université de Waterloo. Plus de 250 experts et exécutants d'une centaine d'organisations différentes et de 4 continents y ont examiné les moyens d'améliorer les connaissances dans le domaine de la communication des changements climatiques et l'efficacité des programmes de communications. Cette rencontre a contribué à l'engagement du Canada en vertu de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNU-CC)</p> <p>Un atelier d'une journée sur les changements climatiques et la gestion de l'eau dans le bassin de l'Okanagan a eu lieu le 13 mars à Kelowna, en C.-B. Environ 60 intervenants se sont penchés sur les possibilités de réponse aux changements potentiels de l'approvisionnement en eau à la suite des changements climatiques, au cours du siècle prochain.</p> <p>Mettre en oeuvre une structure de gestion et d'orientation pour faciliter l'établissement et le maintien d'une présence cohérente et intégrée sur la Voie verte du Ministère</p> <p>Avec ses partenaires (Ressources naturelles, Pêches, Agriculture et Santé), EC a pris la direction du module du développement durable sur le site du gouvernement du Canada et a réussi à obtenir des fonds de Gouvernement en direct pour cette initiative. L'auditoire ciblé au cours de la première année de ce projet de quatre ans est le grand public; le site porte sur trois thèmes : propreté de l'eau, pureté de l'air et météorologie (SEG).</p> <p>Le serveur de la Voie verte a dépassé l'objectif de 10 %, les visites sur le site ayant augmenté de 72 % par rapport à l'année financière précédente. Un nouveau système de navigation et un plan par sujet ont été mis en place, améliorant l'accès au fonds documentaire de la Voie verte. Un comité de gestion de la Voie verte a été créé; son mandat est de veiller à ce que l'expansion de</p>

Objectifs	Indicateurs	Cibles - RPP 2000-2001	Progrès à ce jour
	d'une action individuelle et collective).		la présence du Ministère sur Internet se fasse de manière cohérente et intégrée, et à ce que soient correctement appliquées les politiques concernant Internet.
GOAL D : DONNER LE BON EXEMPLE POUR L'ÉCOLOGISATION DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES			
Jouer le rôle de défenseur et prêcher d'exemple pour la réalisation du développement durable	Degré d'application et d'intégration de la politique de l'environnement du Ministère dans les opérations internes.	D'ici mai de l'an 2000, progrès mesurables pour réduire les risques et les responsabilités en matière d'environnement, mentionnés dans les programmes de gestion de l'environnement de mai 1999.	<p>Assainir, d'ici la fin de 2002-2003, 25 % des lieux de surveillance du fédéral qui sont actuellement contaminés.</p> <p>121 emplacements hydrométriques contaminés ont été évalués et dépollués cette année dans notre Région des Prairies et du Nord, portant à 200 le total des lieux où l'assainissement est maintenant terminé au Canada. Deux entrepôts (à Yellowknife et Winnipeg) ont également été évalués et dépollués.</p> <p>Programmes intégrés de gestion environnementale</p> <p>Nous continuons d'intégrer le système de gestion environnementale à nos activités. Cinq régions sur neuf ont actuellement des programmes de gestion environnementale. Certains de leurs programmes comprennent des plans tenant compte des risques et des responsabilités en matière d'environnement. Une ébauche de programme pour fins d'examen est actuellement en préparation pour l'ensemble du Ministère.</p> <p>Le Programme de gestion environnementale (PGE) de la Région du Québec a été mis en oeuvre de façon efficace en 2000-2001, grâce aux activités de coordination régionale qui ont permis d'assurer une cohésion des actions des différentes directions. De plus, la mise à jour du Programme régional a débuté en 2001-2002 et se terminera cette année.</p> <p>La Région du Pacifique et du Yukon élabore un certain nombre de stratégies pour accroître la sensibilisation des employés.</p>